

Document:	<u>EB 2010/99/R.9</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>8 a)</u>
Date:	<u>17 mars 2010</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République d'Azerbaïdjan

Programme d'options stratégiques pour le pays

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-neuvième session
Rome, 21-22 avril 2010

Pour: **Examen**

Note aux membres du Conseil d'administration

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les représentants qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Abdelkarim Sma

Chargé de programme de pays

téléphone: +39 06 5459 2500

courriel: a.sma@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA	iv
Résumé de la stratégie pour le pays	v
I. Introduction	1
II. Le contexte du pays	1
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	1
B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel	5
III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays	8
A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures	8
B. Enseignements tirés	8
IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays	9
A. Avantage comparatif du FIDA dans le pays	9
B. Objectifs stratégiques	10
C. Perspectives d'innovation	11
D. Stratégie de ciblage	12
E. Articulation au niveau des politiques	13
V. Gestion du programme	14
A. Gestion du COSOP	14
B. Gestion du programme de pays	14
C. Partenariats	15
D. Gestion des savoirs et communication	15
E. Cadre de financement SAFP	16
F. Risques et gestion des risques	17
Appendices	
I. COSOP consultation process (Processus de consultation pour l'élaboration du COSOP)	1
II. Country economic background (Situation économique du pays)	2
III. COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du COSOP)	3
IV. Project pipeline (with quantified targets) during the COSOP period (Réserve de projets [y compris, objectifs quantifiés] pendant la période visée par le COSOP)	5

Dossiers clés

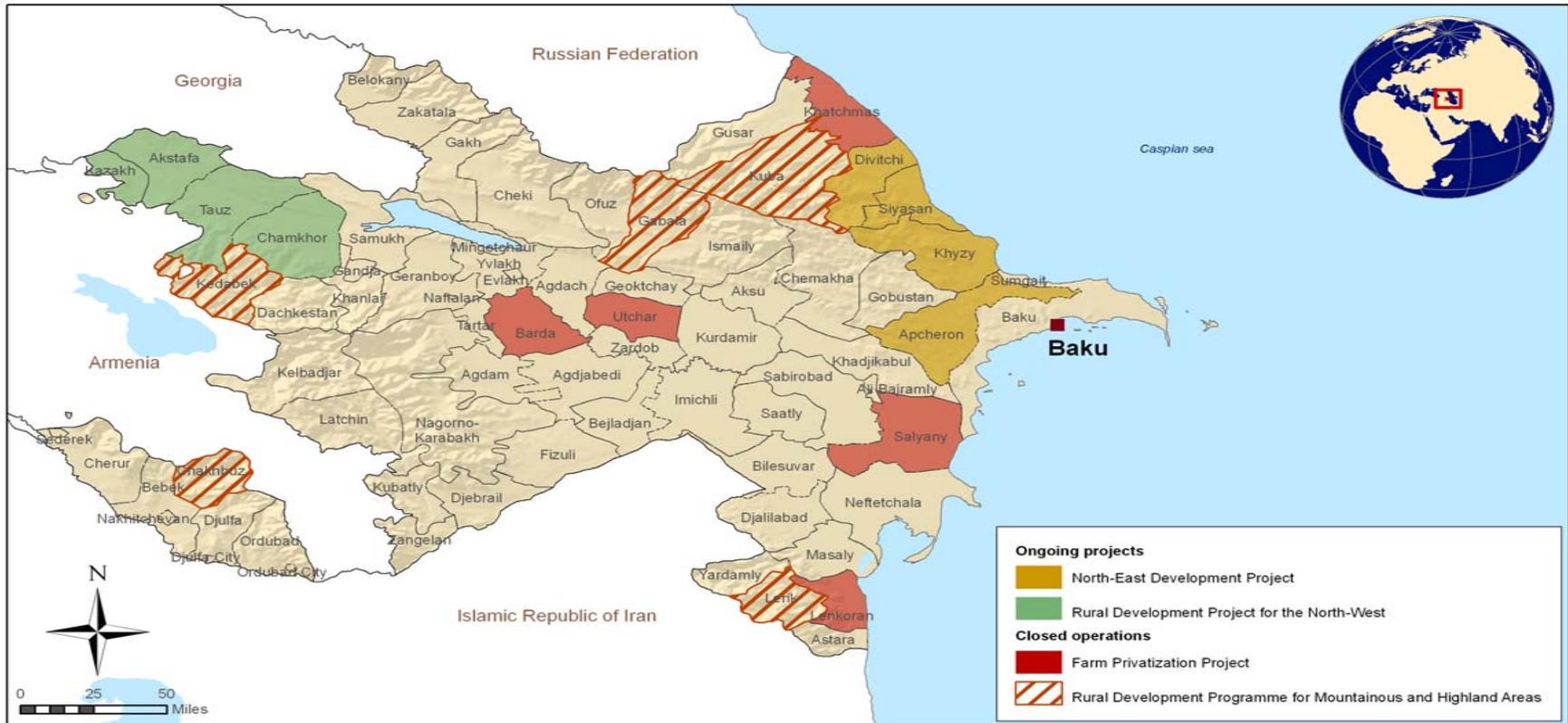
Dossier clé 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues (Pauvreté rurale et secteur agricole et rural)	9
Dossier clé 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis) (Matrice des organisations [Analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces])	11
Dossier clé 3: Complementary donor initiative/partnership potential (Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariats)	13
Dossier clé 4: Target group identification, priority issues and potential response (Identification du groupe cible, questions prioritaires et options envisageables)	14

Sigles et acronymes

COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
EGPP	Équipe de gestion du programme de pays
GPI	Gestion participative de l'irrigation
IMF	Institution de microfinance
S&E	Suivi et évaluation
SPPRED	Programme d'État pour la réduction de la pauvreté et le développement économique
SPPRSD	Programme d'État pour la réduction de la pauvreté et le développement durable
SPRFSP	Programme d'État pour l'approvisionnement alimentaire fiable de la population

The Republic of Azerbaijan

IFAD-funded ongoing and closed operations in the country



8-2-2010



Source: Carte compilée par le FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé de la stratégie pour le pays

1. Le présent document expose le deuxième programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) de la République d'Azerbaïdjan. Couvrant la période 2010-2015, il vise à intégrer plus étroitement le programme du FIDA dans les stratégies et plans du pays. Fruit d'un processus consultatif associant le gouvernement, les bailleurs de fonds et les institutions de la société civile, ses objectifs stratégiques sont alignés sur le programme d'État de l'Azerbaïdjan pour la réduction de la pauvreté et le développement durable (SPPRSD), ainsi que sur le programme d'État pour l'approvisionnement alimentaire fiable de la population (SPRFSP), les deux principaux documents définissant les grandes orientations en matière de réduction de la pauvreté et de développement rural pour les six prochaines années.
2. L'Azerbaïdjan est un pays à revenu intermédiaire ayant affiché un RNB par habitant de 3 830 USD en 2008. La croissance moyenne du PIB réel du pays a atteint 20% par an pendant la période 2004-2008. Ce rythme de croissance, l'un des plus élevés au monde, a été presque exclusivement alimenté par les secteurs du pétrole et du gaz, ce dernier comptant pour près de 60% du PIB du pays. Malgré les transferts sociaux considérables financés par les recettes du pétrole, qui ont réussi à faire tomber le taux officiel de la pauvreté rurale de 49% en 2003 à 15,7% en 2008, la pauvreté est toujours présente dans les zones rurales.
3. L'agriculture, qui représente seulement 6% du PIB, reste le principal employeur, mobilisant 40% de la population active totale. Les réformes foncières postsoviétiques des terres agricoles ont été très complètes et relativement efficaces par rapport à celles d'autres anciens pays soviétiques. Le nombre d'exploitations est passé de près de 200 exploitations collectives et exploitations d'État, connues sous le nom de kolkhozes et sovkhoses, à quasiment un million d'exploitations privées – ayant toutes besoin de services d'appui. La dégradation des ressources naturelles (terres irriguées dans les zones de basse altitude et forêts en altitude) et des infrastructures rurales (y compris les systèmes d'irrigation et de drainage), ainsi que le manque de services d'appui agricole et de services financiers adéquats, freine encore le développement du secteur.
4. Compte tenu du niveau de la pauvreté rurale, du stade de développement de l'économie rurale, des grandes orientations du gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté et de développement agricole, et des résultats et enseignements issus de l'expérience du FIDA jusqu'à ce jour en Azerbaïdjan, deux objectifs stratégiques sont proposés pour le COSOP.
5. **Objectif stratégique 1: Améliorer la gestion des ressources naturelles pour renforcer la sécurité alimentaire.** Dans le cadre de cet objectif, le programme du FIDA s'efforcera d'améliorer l'accès des populations rurales pauvres aux biens et services favorisant la gestion durable des ressources naturelles, notamment les services améliorés d'approvisionnement en eau à usage agricole et l'aménagement des parcours. La gestion des ressources naturelles améliorée est la clé de l'accroissement durable de la production agricole, donc de la sécurité alimentaire. La mauvaise gestion des ressources naturelles contribue abondamment aux faibles niveaux de productivité et de rentabilité de l'agriculture. C'est pourquoi le présent COSOP propose la mise en œuvre d'interventions fournissant des solutions aux contraintes pesant sur la gestion des ressources naturelles.
6. **Objectif stratégique 2: Améliorer l'accès des ruraux pauvres à des marchés et des filières rentables.** Le programme du FIDA s'efforcera d'améliorer l'accès des producteurs agricoles ruraux à des filières rentables. Le fait que les liens avec le marché soient quasiment inaccessibles aux pauvres et l'absence de filières rurales actives qui en découle entravent considérablement la génération de revenus pour les agriculteurs et les habitants des zones rurales. Souvent, alors même que les technologies de production sont améliorées, les

agriculteurs pâtissent du bas niveau des prix, des pertes après récolte et du coût élevé des transactions. Parallèlement à ces facteurs et d'une manière générale, les possibilités d'emploi hors exploitation sont quasiment inexistantes en milieu rural. Dans certains cas, plusieurs interventions seront regroupées au sein d'une seule activité. Il est primordial d'adopter une approche rigoureuse au plan financier pour l'ensemble des activités avant tout investissement.

République d'Azerbaïdjan

Programme d'options stratégiques pour le pays

I. Introduction

1. Un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté approuvé par le gouvernement en octobre 2002 a défini les stratégies des cinq années suivantes. Ce document a servi de référence au précédent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) de l'Azerbaïdjan, qui a été approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en septembre 2003. Ce COSOP a été mis en œuvre pendant la période allant de son approbation jusqu'à aujourd'hui, soit plus de six ans. Pendant ce temps, l'économie de l'Azerbaïdjan a subi des transformations non négligeables, imputables aux effets conjugués des réformes financières, des investissements majeurs dans les infrastructures et des augmentations spectaculaires des recettes des ventes de pétrole et de gaz. En 2007, le gouvernement a préparé le Programme d'État pour la réduction de la pauvreté et le développement durable (SPPRSD), couvrant la période 2008-2015, qui a été publié en octobre 2008. Pendant la même période, il a aussi préparé le Programme d'État pour l'approvisionnement alimentaire fiable de la population (SPRFSP). Ces documents définissent les grandes orientations en matière de réduction de la pauvreté et de développement rural pour les six prochaines années. Le nouveau COSOP, présenté ici, est pleinement cohérent avec les deux programmes d'État, et il devrait orienter le programme appuyé par le FIDA pendant la période 2010-2015, en reflétant les nouveaux facteurs liés à l'économie, au contexte social et à la pauvreté rurale.
2. Le processus de préparation du COSOP¹ a débuté par une analyse de la pauvreté rurale en Azerbaïdjan. Une mission de préparation du COSOP s'est ensuite rendue dans le pays du 29 septembre au 17 octobre 2009. Un atelier des parties prenantes a été organisé à Bakou le 9 octobre pour examiner les premières idées relatives à la stratégie éventuelle, aux activités des interventions futures et au suivi des résultats. Une évaluation environnementale stratégique a été conduite en tant qu'élément essentiel du processus de préparation du COSOP, compte tenu du rôle central que la régénération et la gestion de l'environnement joueront probablement dans les futures interventions.

II. Le contexte du pays

A. Économie, agriculture et pauvreté rurale²

Situation économique générale

3. L'Azerbaïdjan est un pays à revenu intermédiaire, ayant affiché un RNB par habitant de 3 830 USD en 2008. La croissance moyenne du PIB réel du pays a atteint 20% par an pendant la période 2004-2008. Bien que cette croissance puisse être attribuée essentiellement à la forte augmentation des exportations de pétrole et de gaz, le secteur non lié à l'énergie peut aussi se prévaloir d'un développement à deux chiffres en 2008, dopé par la croissance des secteurs du bâtiment, des services bancaires et de l'immobilier. L'inflation était de 21,6% en 2008 mais, au milieu de l'année 2009, elle avait diminué pour se chiffrer à 4% environ.
4. La situation budgétaire reste relativement solide, malgré les pressions à la baisse subies par les recettes du pétrole et du gaz, les principaux produits d'exportation du pays, imputables à la crise économique en cours. Toutefois, avec une dette publique représentant seulement 5,5% du PIB en 2008, et un fort excédent de la

¹ Appendice I, Processus de consultation pour l'élaboration du COSOP.

² Appendice II, Situation économique du pays.

balance des opérations courantes, les indicateurs macroéconomiques demeurent positifs. En dépit des pressions budgétaires, le gouvernement continue à allouer des ressources substantielles au développement de l'économie durable, indépendante du secteur du pétrole, en particulier l'agriculture.

5. La surface arable est estimée à quelque 4,32 millions d'ha, soit 50% du territoire du pays. La surface irriguée potentielle est de 3,2 millions d'ha. La construction de canaux d'irrigation a débuté au dix-neuvième siècle, mais le développement intensif de l'irrigation a eu lieu après la Seconde Guerre mondiale, débouchant sur l'installation de 65 900 kilomètres de canaux et l'aménagement de 1,45 million d'ha de terres irriguées en 1995. Toutefois, seuls 3,6% des canaux ont été construits en béton, et l'efficacité d'irrigation varierait de 40% à 50%. En 1995, l'irrigation était superficielle à près de 90%, consistant essentiellement en irrigation par rigoles ou à la planche. L'ensemble du réseau de drainage, couvrant 0,61 million d'ha, a besoin d'être rénové sur plus de la moitié de la surface drainée. La superficie des terrains touchés par un problème de salinité est estimée à 0,64 million d'ha, soit près de 44% de la surface irriguée totale.
6. L'indicateur du développement humain (IDH) pour l'Azerbaïdjan est égal à 0,746, ce qui place le pays au 98^e rang des 177 pays sur lesquels l'on possède des données. La comparaison de l'indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH), égal à 0,743, à l'IDH, 0,746, laisse penser qu'il existe un relativement haut degré de parité entre les sexes. Officiellement, le taux de chômage national est bas, puisqu'il est égal à 0,8%, mais ce chiffre masque un sous-emploi et des sureffectifs considérables dans certaines industries. Le Fonds monétaire international estime que le taux de chômage varierait de 15% à 20%. En outre, la définition des personnes employées utilisée par le gouvernement couvre tous les propriétaires d'exploitations, qu'ils utilisent ou non leurs terres. Cette définition de l'emploi n'est pas conforme aux normes de l'Organisation internationale du travail, bien que le gouvernement ne reconnaisse pas officiellement cette différence.
7. Les principales contraintes pesant sur l'économie de l'Azerbaïdjan sont associées à la nécessité de renforcer l'économie non liée au secteur du pétrole, en particulier quand on sait que les réserves connues de pétrole et de gaz seront très rapidement épuisées. Si l'on en croit l'analyse conduite par l'Association internationale de développement du Groupe de la Banque mondiale, la production de pétrole en Azerbaïdjan devrait atteindre son pic en 2010, puis commencer à décliner rapidement dès 2012 pour n'être plus qu'à la moitié du pic en 2018. En 2024, les réserves de pétrole seront probablement épuisées. La production de gaz suit une tendance analogue.
8. En Azerbaïdjan, les secteurs de l'industrie et de la production d'énergie sont les principales sources des émissions de gaz à effet de serre. Les répercussions du changement climatique sur l'agriculture et les ressources naturelles sont liées à: l'élévation potentielle du niveau de la mer Caspienne et la menace qu'elle fait peser sur les terres arables côtières de basse altitude, notamment la salinisation accrue des terres cultivées; l'incidence plus importante des précipitations erratiques; les sécheresses récurrentes; et la déforestation dans les montagnes, contribuant à la dégradation des terres.
9. Le gouvernement a recensé plusieurs activités de renforcement des capacités susceptibles de contribuer à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets. Au nombre des interventions phare dans ce domaine, il a retenu l'utilisation et le recyclage de la biomasse, la production de biogaz et de biocombustible, essentiellement à partir des déchets de l'élevage, la construction de petites centrales hydroélectriques et les programmes de reboisement dans les zones montagneuses. En outre, plusieurs initiatives sont en cours de préparation en vue de leur financement dans le cadre du mécanisme pour un développement propre (MDP), mais la connaissance insuffisante des questions liées au changement climatique et la capacité limitée des parties prenantes publiques et privées de

préparer des projets susceptibles d'être sélectionnés au titre du MDP sont également reconnues³.

Agriculture et pauvreté rurale

10. Le secteur de l'agriculture emploie 39,3% de la population active en Azerbaïdjan, contre 12,1% pour le secteur de l'industrie et 48,6% pour celui des services. Toutefois, l'agriculture ne contribue au PIB qu'à hauteur de 6%, contre 62,6% et 31,4% pour l'industrie et les services respectivement. Ces chiffres indiquent sans ambiguïté la pauvreté relative rencontrée dans le secteur de l'agriculture et la faible productivité de celui-ci.
11. Les 850 000 ménages ruraux qui possèdent aujourd'hui les 1,3 million d'hectares distribués après le démantèlement des exploitations d'État et des exploitations collectives assurent plus de 90% de la production agricole. Ces petits agriculteurs possèdent généralement des terrains parcellisés de 1 hectare à 3 hectares, et ils doivent faire face aux problèmes posés par la petite taille de leur exploitation, les bénéfices limités et, par conséquent, les moyens financiers insuffisants. Les agriculteurs ont un très bon niveau d'instruction générale, mais leurs connaissances techniques sont limitées et proviennent essentiellement de leur expérience du système économique planifié antérieur.
12. Bien que le secteur de l'agriculture se soit développé ces dernières années, sa croissance a été largement distancée par celle des secteurs de l'industrie et des services. Les importations de produits alimentaires sont actuellement plus importantes que les exportations, dans un rapport de 2,5 à 1, les importations représentant en moyenne plus de 640 millions d'USD par an et les exportations moins de 385 millions d'USD par an pendant la période 2005-2007⁴. En raison des faibles précipitations, plus des trois quarts des 2 millions d'hectares de terre cultivée sont irrigués. Toutefois, une vaste proportion des terres irriguées, plus de 90% dans certaines zones et au moins 50% dans toutes les autres, est fortement détériorée et constitue un environnement de production particulièrement ingrat. Cette situation est essentiellement imputable aux effets conjugués de la salinité et du délabrement des structures d'adduction et de drainage de l'eau. La dégradation de l'environnement productif s'observe également dans les montagnes et les zones d'altitude, une grande partie des terrains ayant été déboisée puis érodée. Les systèmes de production reposent sur des pratiques et des technologies dépassées; la plupart des machines agricoles, lorsqu'il y en a, sont obsolètes; les intrants agricoles sont rares et/ou de mauvaise qualité; il y a peu de services de vulgarisation efficaces; les services vétérinaires, lorsqu'ils existent, manquent de personnel expérimenté et de ressources; les services financiers sont limités ou inaccessibles; et l'accès au marché intérieur et au marché de l'exportation a été interrompu.
13. D'autre part, les marchés, la commercialisation et le développement des filières n'ont pas bénéficié de l'attention voulue. En général, les agriculteurs produisent pour la consommation du ménage, puis les excédents sont vendus sur des marchés informels, au gré des occasions, souvent à très bas prix. À cela, il faut ajouter la pénurie générale d'infrastructures de commercialisation, telles que les installations d'entreposage, les usines de conditionnement et les autres formes de création de valeur ajoutée dans le processus de production rurale.

Problématique hommes-femmes et pauvreté rurale

14. Bien que les conclusions de l'enquête 2008 sur le budget des ménages ne constatent pas de différence notable entre hommes et femmes en termes de tendance à la pauvreté, d'autres données du Programme d'État pour la réduction de la pauvreté et le développement économique (SPPRED) et des études de la Banque mondiale indiquent que les femmes présentent un risque de chômage plus élevé,

³ Information tirée de l'évaluation environnementale stratégique réalisée pour l'élaboration du COSOP.

⁴ Comité des statistiques d'État, annuaire statistique de l'Azerbaïdjan.

ont un statut social et des salaires inférieurs, des réseaux sociaux moins actifs et une perte d'autonomie et de statut social liée au rétablissement de l'autorité masculine traditionnelle. Toutefois, il a aussi été souligné que la distribution des terres et des moyens de production agricoles semblait avoir été équitable. Bien que l'Azerbaïdjan ait globalement réussi à assurer l'égalité entre les sexes dans l'enseignement secondaire et supérieur, les données montrent que la couverture de l'éducation primaire et secondaire n'est pas complète, en particulier dans les zones rurales.

15. Les femmes sont employées dans le secteur de l'agriculture d'une manière disproportionnée, puisque 41,8% de la population économiquement active féminine travaillent dans ce secteur, contre 35,1% seulement de la population économiquement active masculine. Les femmes constituent aussi la majorité (54,1%) des personnes contribuant à la production agricole. Dans les zones rurales, les femmes représentent un groupe vulnérable pour plusieurs raisons supplémentaires. Bien qu'elles constituent la majorité des personnes travaillant dans l'agriculture, leur statut en matière de propriété et de prise de décision au sein du ménage est loin d'être clair. Le dysfonctionnement des services publics en milieu rural, par exemple en matière d'accès à un système d'assainissement adéquat et à l'eau potable, à des centres de commercialisation et à des services de santé, pèse sur les femmes rurales pauvres d'une manière disproportionnée, en accroissant leur charge de travail et le temps qu'elles passent à pourvoir aux besoins essentiels de la famille. De ce fait, les femmes rurales souffrent de "pauvreté en temps"⁵, tout particulièrement lorsqu'elles ont des enfants en bas âge, dans la mesure où 2% seulement des enfants ruraux fréquentent des écoles maternelles.

Tendances de la pauvreté rurale

16. Selon les données officielles, pendant la période du SPPRED et du SPPRSD qui lui a fait suite (2003-2008), l'incidence de la pauvreté à l'échelon du pays est tombée de 46,7% à 13,2% de la population; dans les zones rurales, l'incidence est estimée à 15,7%, contre 10,8% dans les zones urbaines. À l'échelon national, les chiffres officiels indiquent que l'incidence de l'extrême pauvreté a diminué, passant de 9,6% en 2003 à 2,2% en 2005. Ces chiffres ne tiennent pas compte des indicateurs non liés aux revenus, par exemple la médiocrité des infrastructures et le recul de l'accès aux soins de santé et à l'éducation dans les zones rurales. Toutefois, comme le signale l'étude sur la pauvreté, bien que les recettes tirées du pétrole et les transferts sociaux aient notablement contribué à ce spectaculaire déclin apparent de la pauvreté, les chiffres officiels surestiment l'importance de la réduction de la pauvreté du fait des incohérences dans les méthodes et la collecte des données. Le risque de pauvreté augmente directement avec le nombre d'enfants et inversement avec le niveau d'instruction du chef de famille. L'enquête 2006 sur le budget des ménages indiquait un taux de pauvreté de 57% pour les ménages comptant plus de six membres, contre 23% pour les ménages sans enfant.

Facteurs de la pauvreté rurale

17. L'actif critique, celui qui revêt la plus grande importance pour différencier les ménages pauvres de ceux qui pourraient ne pas l'être, semble être l'emploi, souvent désigné sous le terme d'"emploi dans la fonction publique", ce qui sous-entend que celui-ci se distingue des autres types d'emploi, du point de vue à la fois de la rétribution et de la sécurité d'emploi. L'emploi informel est exclusivement saisonnier et dans le secteur de l'agriculture. L'actif personnel le plus déterminant pour se hisser hors de la pauvreté est l'éducation, car non seulement elle facilite l'emploi, mais donne également un capital social plus important, impliquant de meilleures connexions avec les personnes les plus puissantes du district.

⁵ "Pauvreté en temps" signifie qu'une personne a peu de temps libre disponible pour un travail productif une fois qu'elle a rempli ses obligations sociales et domestiques.

18. Outre son lien avec le chômage, la pauvreté est explicitement connectée au manque de ressources pour pratiquer des activités agricoles. Les principales caractéristiques des personnes vivant en situation d'extrême pauvreté sont qu'elles n'ont qu'une possibilité minimale, voire nulle, de pratiquer ce qui serait une agriculture de subsistance, du fait de la conjugaison d'une série de contraintes, par exemple l'absence d'irrigation, le manque de marchés, la petite taille de l'exploitation, les inondations, la distance entre les champs et la maison d'habitation, le défaut de capital de départ pour l'investissement ou la mauvaise qualité du sol. En outre, dans la mesure où les critères ouvrant droit à l'assistance sociale ciblée excluent ceux qui possèdent des terres, un grand nombre des propriétaires terriens les plus pauvres n'en bénéficient pas.
19. Le degré relatif de pauvreté et de dénuement des populations rurales est principalement déterminé par la situation physique et le manque d'aménagements. En général, les villages pauvres sont éloignés des centres de district et des routes principales et sont situés, pour la plupart, dans les zones frontalières et d'altitude ou dans les montagnes; ils n'ont pas de systèmes d'irrigation ou ont des terres irriguées dégradées; ils ne disposent pas d'un approvisionnement en eau potable suffisant et fiable; l'accès routier et les transports publics y sont médiocres; ils ont souvent des installations et services de santé inadéquats; et certains accueillent un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays provenant de la région du Haut-Karabagh. De plus, on observe le phénomène de la pauvreté relative, imputable à l'intensification de la stratification sociale dans les villages, dont un grand nombre ne sont pas, globalement, pauvres. Dans ce type de situation, des groupes relativement aisés coexistent avec des groupes très pauvres. La pauvreté tient alors aux facteurs suivants: nombre de ménages dirigés par un adulte seul; écart entre le moment de la perte de l'emploi et l'âge de la retraite; taille de la famille et nombre de personnes à charge; handicap et mobilité réduite, en particulier des femmes; et absence totale de revenus familiaux.
20. En résumé, il semblerait qu'il y ait deux groupes principaux que le FIDA peut cibler dans le cadre de ses futurs projets:
 - a) Les petits exploitants qui possèdent des terrains dégradés ou d'anciens terrains irrigués dans les zones de basse altitude. Ces exploitants ne sont pas en mesure d'utiliser leurs terres irrigables en raison des problèmes systématiques posés par l'adduction de l'eau, la qualité de l'eau, la salinité et le manque d'accès aux services; et
 - b) Les petits agriculteurs, les éleveurs et les chômeurs vivant dans les zones montagneuses qui n'ont pas suffisamment accès aux marchés, aux services financiers, aux technologies améliorées et aux infrastructures. Ces ruraux sont également confrontés aux défis posés par la dégradation de l'environnement et les effets futurs du changement climatique.

B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel

Secteur public

21. Le Ministère de l'agriculture restera la principale institution partenaire et est proposé en qualité d'organisation d'exécution hôte pour les futures interventions du COSOP. Il a une riche expérience en matière d'exécution de projets et programmes de développement rural et une connaissance approfondie des questions rurales. Il dispose d'un personnel compétent au plan technique et connaît le potentiel technique théorique des divers types de zones agricoles, cultures et élevages. Outre le personnel du siège et des agences auxiliaires, il compte aussi neuf bureaux régionaux. À l'échelon du district, la structure principale de développement agricole et rural, consistant habituellement en trois ou quatre personnes, est assignée sous l'autorité du "chef du pouvoir exécutif" (équivalent d'un gouverneur de district) et elle ne joue qu'un rôle mineur sur le terrain.

22. Une unité de gestion de programme commune pour les deux projets du FIDA actuellement en cours d'exécution est administrée par l'Agence gouvernementale de crédit agricole du Ministère. Cette agence a pour mission de promouvoir le développement agricole, en privilégiant l'offre de services financiers. Toutefois, elle a un champ d'action plus large couvrant la prestation de services et l'appui aux secteurs de l'agriculture pluviale et de l'agriculture irriguée. Elle gère également l'exécution du deuxième projet de développement agricole et de crédit et le projet d'investissement rural en Azerbaïdjan, tous les deux financés par la Banque mondiale.
23. Le Comité gouvernemental pour la bonification et l'irrigation est chargé du fonctionnement et de l'entretien des infrastructures primaires et secondaires des systèmes d'irrigation, hors exploitation, ainsi que de la gestion des infrastructures d'irrigation et de drainage dans les exploitations. Ce comité compte quelque 22 000 employés, dont la grande majorité travaille à l'échelon du district. Il est responsable des politiques et de la législation nationales, des normes techniques et des réglementations, de la collecte des données et du suivi des zones irriguées. Malgré son mandat, le comité peine à mobiliser les ressources adéquates et est souvent incapable d'entreprendre les travaux d'entretien et de reconstruction nécessaires dans le secteur de l'irrigation. La principale responsabilité du personnel de district du comité est le fonctionnement et l'entretien des systèmes d'irrigation et de drainage, y compris la collecte des redevances auprès des associations d'irrigants ou des agriculteurs privés pour le service d'irrigation. Il dispose en général d'un personnel technique compétent et expérimenté, mais son approche opérationnelle axée sur l'approvisionnement et privilégiant la prise de décision au sommet, l'incite à traiter les associations d'irrigants comme des organisations auxiliaires.

Secteurs non gouvernemental et privé

24. L'Union publique des organisations humanitaires "Madad" est une ONG de premier plan exécutant actuellement les projets financés par le FIDA. Elle est spécialisée dans les domaines suivants: services de développement des entreprises rurales, formation sur la gestion des entreprises, développement des marchés et finance rurale.
25. Le secteur bancaire de l'Azerbaïdjan montre des signes de plus grande maturité ainsi que de l'intérêt pour le secteur rural. Il est caractérisé par un niveau élevé de liquidité et une forte concurrence. Bien que les taux d'intérêt soient actuellement élevés en termes réels, ce facteur devrait s'aplanir au fil du temps avec le recul de l'inflation. Les projets du FIDA ont actuellement des arrangements de partenariat avec trois banques commerciales et deux institutions de microfinance (IMF), Agracredit et Micromaliye. Ces arrangements devraient prendre de l'ampleur, si les conditions le permettent, avec l'augmentation de la demande de crédit bancaire dans les zones rurales.
26. Il existe de nombreuses entreprises privées de commercialisation, de transformation et d'approvisionnement en intrants qui seront indispensables à la réussite du développement de filières rurales. Bien que la plupart souffrent d'un manque de fonds d'investissement et de fonds de roulement, elles offrent des possibilités en termes de développement des services d'approvisionnement en intrants, de commercialisation et de transformation. Certaines d'entre elles ont déjà accès à des marchés clés en Russie et ailleurs, et leurs connaissances et leur expérience seront vitales, en permettant aux agriculteurs pauvres de participer à l'économie de marché⁶.

⁶ Dossier clé 2, Matrice des organisations.

La stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale⁷

27. En 2003, le gouvernement a décidé d'aligner les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) avec le SPPRED, qui est alors devenu le principal document de stratégie pour la réduction de la pauvreté nationale. Ensuite, en 2007, le gouvernement a préparé le SPPRS dans le prolongement du SPPRED. Le SPPRS tient lieu aujourd'hui de cadre politique stratégique pour la réduction de la pauvreté dans le pays. Neuf objectifs stratégiques ont été identifiés. Parmi eux, le programme envisagé par le FIDA contribuera aux trois suivants:
- a) multiplier les possibilités de génération de revenus et réduire substantiellement la pauvreté dans les couches les plus pauvres de la population;
 - b) améliorer la situation environnementale et garantir la gestion durable des ressources naturelles; et
 - c) promouvoir et protéger la parité entre les sexes, poursuivre les réformes institutionnelles et renforcer la bonne gouvernance.
28. Dans le but de compléter le SPPRS, le gouvernement a adopté le SPRFSP. Celui-ci reflète le choix politique du gouvernement de réduire la dépendance du marché local de produits alimentaires à l'égard des importations. Le programme du FIDA appuiera ce choix politique comme suit:
- a) Il réduira la dépendance du marché local à l'égard des importations de produits alimentaires.
 - b) Il accroîtra l'efficacité de l'utilisation des capacités de production des ménages.
 - c) Il encouragera les entreprises agro-industrielles à jouer un rôle majeur dans l'amélioration de l'approvisionnement en produits alimentaires.

Harmonisation et alignement⁸

29. Le programme proposé par le FIDA pendant la période 2010-2015 est correctement aligné sur le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2011-2015. Le programme s'inscrit dans le domaine d'intervention de l'effet direct 1 du Plan-cadre, développement économique: "D'ici à 2015, des politiques de développement indépendantes du secteur du pétrole se traduisent par une meilleure situation économique, des possibilités de travail décent et un environnement plus sain dans toutes les régions et pour tous les groupes sociaux." Dans le cadre de cet objectif du Plan-cadre, l'objectif du COSOP du FIDA serait le suivant:

D'ici à 2015, le développement rural indépendant du secteur du pétrole se traduit par une meilleure situation économique, des possibilités de travail décent et un environnement plus sain pour les habitants pauvres des zones rurales.

30. Parmi les produits envisagés dans le Plan-cadre pour parvenir à cet effet direct, plusieurs seraient appuyés par le programme du FIDA, en collaboration avec d'autres organisations des Nations Unies, le Gouvernement et les parties prenantes locales. Les plus importants seraient les suivants:
- a) La sécurité alimentaire est améliorée pour les populations vulnérables, grâce à une meilleure capacité nationale de générer, analyser et communiquer l'information relative à la sécurité alimentaire en vue d'appuyer le processus de prise de décision.
 - b) La création d'emplois et la diversification des revenus en milieu rural sont intégrées dans les politiques, programmes et partenariats de développement agricole et rural.
 - c) La gestion des écosystèmes de montagne est améliorée.

⁷ Voir la première colonne de l'appendice III, Cadre de gestion des résultats du COSOP.

⁸ Dossier clé 3, Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariats.

III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays

A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures

31. Le FIDA a financé quatre projets en Azerbaïdjan: le projet de privatisation d'exploitations agricoles, cofinancé avec l'Association internationale de développement; le programme de développement rural pour les zones de montagne et de hautes terres; le projet de développement du Nord-Est; et le projet de développement rural pour le nord-ouest. Les deux premiers ont été clôturés, tandis que le troisième a atteint un stade avancé de son exécution. Le quatrième projet démarre à peine, et il est trop tôt pour tirer des enseignements de son expérience.
32. Le projet de privatisation d'exploitations agricoles a été le premier à conduire l'initiative de redistribution des terres, qui a débouché sur la relance du secteur rural et contribué à sa transformation en un secteur économique régi par le marché. Le projet a mené à bien l'allocation de toute la surface prévue, couvrant 26% de toutes les terres agricoles, et a permis l'enregistrement des titres de propriété foncière, annonçant l'émergence d'un marché foncier et une sécurité accrue pour les propriétaires. Le projet a aussi été le premier à établir et à appuyer des associations d'irrigants, démontrant la faisabilité de la gestion participative de l'irrigation (GPI) malgré quelques problèmes liés à l'insuffisance et à la collecte des redevances. Cette action a débouché sur la formation des premières associations d'irrigants tandis que la concertation entre le FIDA et le Gouvernement a contribué au cadrage de la loi amendée sur la bonification et l'irrigation.
33. Le programme de développement rural pour les zones de montagne et de hautes terres a couvert cinq districts de la chaîne du Grand Caucase, du Nakhchivan et du Sud-Est. Ses principales interventions ont été les suivantes: développement participatif communautaire et investissement dans les infrastructures sociales; appui à la génération de revenus, moyennant l'amélioration de la productivité des cultures et de l'élevage, la transformation et la commercialisation des produits, grâce à la prestation de services financiers par une ONG sous-traitante; et une activité pilote environnementale communale. Le programme a accompli des avancées non négligeables dans des domaines tels que l'établissement de services d'amélioration de l'élevage, la création de groupements locaux et d'associations de producteurs, l'introduction de l'apiculture, la prestation de services de finance rurale, le développement des entreprises et la prise en compte systématique des questions de parité hommes-femmes.
34. Le projet de développement du Nord-Est a démarré fin 2006. Le projet est conçu pour développer les principes de la création d'associations d'irrigants et de la GPI, qui ont été établis dans le cadre du projet de privatisation d'exploitations agricoles; et pour étendre la réfection des périmètres d'irrigation à quatre des six districts du Nord-Est. Le projet privilégie aussi la productivité agricole, le développement de la commercialisation et les services de finance rurale, notamment les micro et petits prêts, par l'intermédiaire d'une IMF sous-traitante. De plus, le projet participe à des investissements dans des entreprises de plus grande envergure, par l'entremise d'une banque commerciale, suivant ainsi l'exemple couronné de succès du programme de développement rural pour les zones de montagne et de hautes terres.

B. Enseignements tirés

35. Les enseignements suivants ont été tirés du programme de pays du FIDA:
 - a) **Associations d'irrigants et GPI.** Les associations d'irrigants sont devenues la norme pour la conduite des activités de réfection, fonctionnement et entretien des systèmes d'irrigation; l'approche participative donne un sentiment de propriété, améliore les perspectives de pérennité du système et favorise

l'utilisation efficace de l'eau et la propension des usagers de l'eau à payer une redevance réaliste pour les coûts de l'irrigation; la menace principale pesant sur la performance des associations d'irrigants est l'insuffisance des fonds et des ressources dont disposent ces associations, ainsi que le Comité gouvernemental pour la bonification et l'irrigation, qui est censé épauler les activités des associations d'irrigants.

- b) **Coopération dans les groupements de producteurs.** Du temps, des ressources, de la flexibilité et une empathie considérables sont requis pour surmonter la dépendance et l'aversion au risque, bien enracinés dans la mentalité des ruraux pauvres. Jusqu'ici, les progrès ont été lents, les coûts d'interaction élevés et les taux de succès limités. Avec de la persévérance, un nombre non négligeable de communautés défavorisées ont accepté de saisir des possibilités réelles d'améliorer leurs moyens d'existence et sont prêtes à travailler ensemble pour atteindre leurs buts. Les agriculteurs et les éleveurs devraient être encouragés à créer leurs propres organisations, en vue de promouvoir leurs intérêts économiques, d'obtenir collectivement des services et de négocier les prix de leur production cumulée. Les projets devront peut-être faire appel à des experts spécialisés pour appuyer l'organisation des producteurs, la formation des membres, la formulation des objectifs et des plans d'activité, l'élaboration des règlements et l'enregistrement officiel des organisations.
- c) **Partage des coûts, paiement de redevances et pérennité.** Il existe quelques exemples d'associations d'irrigants viables, dont la gestion, le matériel et la capacité de proposer des services à leurs membres sont d'un niveau correct. Toutefois, on observe encore une réticence marquée des membres des associations d'irrigants les plus fragiles, lorsqu'il s'agit de partager les coûts ou de payer des redevances pour les services. La question de la pérennité des associations reste donc entière.
- d) **Demande de crédit et prestation de services financiers et de développement des entreprises.** Il existe une forte demande de crédit parmi les agriculteurs et, dans les IMF, les exemples de développement d'entreprises rurales florissantes, de saine gestion de la dette et de remboursement satisfaisant des prêts se multiplient. Toutefois, le fait que les IMF n'acceptent pas les dépôts signifie qu'elles ne sont pas viables à terme, donc que de nouveaux modèles doivent être élaborés et mis en application.
- e) **Gestion des ressources naturelles.** La coordination entre les principales parties prenantes sur les questions liées à la gestion des ressources naturelles a été insuffisante, au détriment de la pérennité des investissements dans les infrastructures clés et les moyens d'amélioration de la productivité.
- f) **Préparation au changement climatique.** Jusqu'ici, les effets du changement climatique sur les moyens d'existence ruraux ont été totalement ignorés.

IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays

A. Avantage comparatif du FIDA dans le pays

36. L'expérience acquise par le FIDA pendant l'exécution antérieure de son programme a doté le Fonds de plusieurs avantages comparatifs en Azerbaïdjan. Premièrement, le Fonds a démontré sa détermination et ses compétences dans la lutte contre la pauvreté, un fait dont le gouvernement et les anciens bénéficiaires sont bien conscients. À ce titre, le FIDA est tout désigné pour proposer et appliquer des innovations dans le domaine du développement rural. Deuxièmement, il peut se prévaloir d'une expérience valide en matière de réfection des systèmes d'irrigation, tant du point de vue technique que du point de vue institutionnel. En effet, dans la mesure où un projet financé par le FIDA a été le premier à expérimenter avec succès la formation d'associations d'irrigants pour la gestion des systèmes

d'irrigation, le Fonds est bien placé pour proposer des initiatives qui poursuivent le processus jusqu'à la mise en place d'un modèle solide et durable apte à garantir le fonctionnement et la gestion des systèmes d'irrigation. Troisièmement, le Fonds a participé avec succès au développement des microentreprises dans les zones montagneuses, jetant des bases solides pour la poursuite de cette stratégie de génération de revenus selon une approche filière. Quatrièmement, la collaboration avec l'Agence gouvernementale de crédit agricole et avec des IMF constitue la première étape de l'élargissement de l'accès des ruraux pauvres aux services financiers. Enfin, l'expérience et les bons résultats du programme du FIDA, tant dans les zones de basse altitude que dans les zones montagneuses et les hautes terres, représentent un tremplin pour la mise en œuvre d'interventions de gestion durable des ressources naturelles dans une série d'environnements naturels, avec la possibilité de développer des synergies entre des sites présentant diverses caractéristiques géographiques et jouissant de ressources naturelles différentes.

B. Objectifs stratégiques

37. Compte tenu du niveau de la pauvreté rurale, du stade de développement de l'économie rurale, des grandes orientations du gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté et de développement agricole, et des résultats et enseignements issus de l'expérience du FIDA jusqu'à ce jour en Azerbaïdjan, deux objectifs stratégiques sont proposés pour le COSOP.
38. **Objectif stratégique 1: Améliorer la gestion des ressources naturelles pour renforcer la sécurité alimentaire.** Dans le cadre de cet objectif, le programme du FIDA s'efforcera d'améliorer l'accès des populations rurales pauvres aux biens et services favorisant la gestion durable des ressources naturelles, notamment les services améliorés d'approvisionnement en eau à usage agricole et l'aménagement des parcours. L'objectif stratégique 1 est cohérent avec l'objectif stratégique du FIDA relatif à "l'accès aux ressources naturelles et la gestion de ces ressources". Le SPPRSD place l'amélioration de la situation environnementale et la gestion durable des ressources naturelles au rang des facteurs clés de la réduction de la pauvreté dans le pays. De plus, la gestion des ressources naturelles améliorée est déterminante pour l'accroissement durable de la production agricole, donc pour la sécurité alimentaire. Ainsi qu'il en a précédemment été question, la mauvaise gestion des ressources naturelles contribue abondamment aux faibles niveaux de productivité et de rentabilité de l'agriculture, ce que démontrent plusieurs aspects du secteur agricole. Les principales indications d'une mauvaise gestion des ressources naturelles sont:
- a) les forts degrés de salinité caractérisant de vastes surfaces de terres agricoles;
 - b) la médiocre efficacité de l'utilisation de l'eau dans les systèmes d'irrigation;
 - c) la contamination de l'eau d'irrigation par la vase et les déchets industriels;
 - d) la faible efficacité des systèmes de transport de l'eau;
 - e) la déforestation et l'érosion des sols dans les zones montagneuses; et
 - f) la dégradation des pâturages en raison de leur surcharge.
39. Tous ces facteurs compromettent considérablement les résultats, en termes de production et de rentabilité de l'agriculture, et concourent directement à la pauvreté des agriculteurs et des communautés rurales. Les résultats obtenus par les projets du FIDA, actuels et antérieurs, pour contrecarrer ces facteurs incitent à penser que leurs activités peuvent être améliorées et transposées à plus grande échelle. Il est donc proposé, dans le cadre du présent COSOP, que des interventions fournissant des solutions à ces problèmes de gestion des ressources naturelles soient mises en œuvre, par exemple:

- a) utilisation de moyens efficaces pour transporter et épandre l'eau d'irrigation;
- b) adoption d'une approche intégrée de la gestion des ressources en terre et en eau, conduisant à atténuer l'érosion du sol en altitude et dans les zones montagneuses afin de limiter l'envasement des canaux d'irrigation dans les zones de basse altitude;
- c) recours à des moyens permettant simultanément d'enrayer la dégradation des terres situées en altitude, d'améliorer la productivité des pâturages et de l'arboriculture et d'accroître la rentabilité de l'utilisation des terres en altitude et dans les zones basses;
- d) application de méthodes novatrices de gestion et de réduction de la salinité des sols; et
- e) utilisation de systèmes améliorés d'aménagement et de gestion des pâturages.

40. **Objectif stratégique 2: Améliorer l'accès des ruraux pauvres à des marchés et des filières rentables.** L'objectif stratégique 2 est cohérent avec l'objectif stratégique du FIDA relatif aux "possibilités d'emploi extra-agricole et de création d'entreprises en milieu rural". Le SPPRSD, lui aussi, considère que la multiplication des possibilités de générer des revenus est une modalité à privilégier si l'on veut faire reculer substantiellement la pauvreté dans les couches les plus pauvres de la population. Dans ce domaine, le FIDA est un chef de file du changement positif, en raison à la fois de son travail efficace en la matière en Azerbaïdjan et de son approche et de son expérience institutionnelles concernant le développement d'activités de génération de revenus dans les zones rurales. Le fait que les liens avec le marché soient quasiment inaccessibles aux pauvres et l'absence de filières rurales actives qui en découle entravent considérablement la génération de revenus pour les agriculteurs et les habitants des zones rurales. Souvent, alors même que les technologies de production sont améliorées, les agriculteurs pâtissent du bas niveau des prix, des pertes après récolte et du coût élevé des transactions. Parallèlement à ces facteurs et d'une manière générale, les possibilités d'emploi hors exploitation sont quasiment inexistantes en milieu rural. Cette situation touche en particulier les groupes les plus vulnérables qui ne sont pas en mesure de fournir le temps et le travail requis pour un emploi agricole à plein temps.
41. Le COSOP traitera ces questions en adoptant une approche filière coordonnée. Cela signifie que les interventions du programme seront ciblées sur les secteurs sensibles des filières de produits subissant les plus fortes contraintes. Souvent, cette approche débouchera sur des investissements dans des installations hors exploitation, telles que des installations de conditionnement, d'entreposage ou de transformation. Elle permettra aussi de recenser les besoins en services, par exemple: les produits financiers appropriés, les services agricoles (approvisionnement en intrants et services de mécanisation) et la mise en place officielle de systèmes d'agriculture sous contrat. Dans certains cas, plusieurs interventions seront regroupées au sein d'une seule activité. Il est primordial d'adopter une approche rigoureuse au plan financier pour l'ensemble des activités avant tout investissement.

C. Perspectives d'innovation

42. Il a été indiqué qu'une grande partie des technologies utilisées pour la gestion des terres étaient dépassées et financièrement inefficaces. Réciproquement, l'amélioration de la stratégie de gestion des ressources naturelles ouvre de nombreuses pistes d'innovation dans ce domaine. La gestion de la salinité des sols offre ainsi plusieurs possibilités de ce type pour: identifier les meilleures pratiques, appliquer les techniques afin de les expérimenter dans les conditions locales, puis mettre en démonstration et en pratique les plus performantes. On pourrait, par exemple, tester l'utilisation d'agents biologiques, tels que les plantes à enracinement profond tolérant le sel, afin de mettre en valeur les terres salines et

de permettre une purification et un nettoyage faciles. L'adoption d'une approche de "protection de la terre" pour la régénération des pâturages et des forêts pourrait constituer une autre démarche à tester et à appliquer. Avec cette approche, les agriculteurs sont invités à partager leurs connaissances et à fournir leurs contributions dans des systèmes de gestion de l'environnement intéressant toute la population – pour leur propre bénéfice autant que pour le bien public. Ce serait aussi l'occasion d'appliquer l'innovation consistant à rémunérer les services environnementaux publics dans le cadre d'un arrangement de ce type. Ces rémunérations pourraient être fournies en espèces, sous la forme de services (par exemple, services de soins de santé ou d'éducation) ou sous la forme d'infrastructures (par exemple, adduction d'eau, bâtiments publics, etc.). La possibilité d'associer des entreprises non agricoles telles que les compagnies pétrolières, en tant que partenaires de ce type de programme au titre de leur politique de responsabilité institutionnelle et sociale, sera soigneusement examinée.

43. La création de liens entre les pauvres et le marché ouvre, de la même façon, plusieurs pistes d'innovation intéressantes, notamment:
 - a) le recours à des technologies avancées utilisant le téléphone mobile pour fournir des informations sur les marchés aux agriculteurs et aux entrepreneurs ruraux;
 - b) le regroupement de services de vulgarisation, d'activités de conseil financier et du financement des cultures dans le cadre de systèmes de sous-traitance ou de culture sous contrat;
 - c) la création et l'utilisation de groupements de producteurs pour faciliter l'accès au marché et l'échange de l'information; et
 - d) l'appui et le renforcement d'acteurs non publics (formation d'acteurs du secteur privé, de petites et moyennes entreprises, d'associations de producteurs) dans le contexte du développement et du fonctionnement des filières.
44. Bien qu'aucune de ces idées ne soient entièrement nouvelles, elles constituent cependant des innovations dans la mesure où elles représentent des nouveautés pour le groupe cible et la zone géographique concernés.
45. Quelques indications initiales sur les grandes lignes des projets susceptibles d'être financés dans le cadre du COSOP sont présentées dans l'appendice IV, Filière de projets pendant la période visée par le COSOP.

D. Stratégie de ciblage⁹

46. La stratégie de ciblage du COSOP utilise les données et l'analyse issues de l'enquête sexospécifique de référence sur la pauvreté, récemment achevée pour appuyer l'élaboration du COSOP, en vue de favoriser un ciblage efficace de la pauvreté rurale. Selon ce rapport, bien que la pauvreté rurale ait considérablement reculé ces dernières années, il existe encore de vastes zones où l'incidence de la pauvreté est élevée. Il s'agit de zones touchées par une grave dégradation des ressources naturelles et souffrant d'autres contraintes, telles que l'éloignement et l'absence d'infrastructures physiques. Le centrage du programme sur la régénération des ressources naturelles dégradées et la gestion améliorée des ressources naturelles constituera donc une procédure de ciblage intégrée.
47. Un quart des ménages ruraux ont encore des revenus inférieurs au seuil de pauvreté officiel, et les revenus tirés de l'agriculture sont beaucoup plus bas que dans les autres secteurs de l'économie. Le groupe cible du FIDA se compose donc de petits agriculteurs, d'éleveurs et de ménages ruraux dépendant d'un emploi dans le secteur agricole.

⁹ Dossier clé 4, Identification du groupe cible, questions prioritaires et options envisageables.

48. La stratégie de ciblage mise en œuvre pendant la conception et l'exécution des interventions du COSOP comprendra des procédures spéciales garantissant le recensement et la prise en compte des besoins et des priorités des groupes les plus vulnérables, par exemple les ménages dirigés par une femme et les jeunes chômeurs. Une meilleure représentation des femmes sera également encouragée dans les institutions locales telles que les associations d'irrigants. On encouragera plus spécifiquement leur participation en tant qu'entrepreneuse ou que travailleuse, dans le cadre des investissements dans les filières.
49. Grâce à des allocations budgétaires spécifiques et des critères de sélection rigoureux, les fonds du programme financeront les activités profitant aux pauvres tandis qu'un appui financier sera ciblé sur les sous-groupes ruraux les plus défavorisés. Au titre des mesures opérationnelles, on trouvera la création de conditions favorables et la sensibilisation aux problèmes des pauvres et aux questions de parité hommes-femmes chez les partenaires d'exécution. Des actions de formation et de renforcement des capacités seront entreprises pour permettre aux groupes pauvres d'accéder aux aides du programme, en particulier tout ce qui a trait à la formation de groupements de producteurs pour les activités agricoles commerciales et l'amélioration de l'accès au marché. Des mesures supplémentaires auront pour objet de permettre aux groupes pauvres d'accéder aux services financiers. Une autre initiative à étudier concerne le financement de dons complémentaires, assortis de critères de sélection stricts favorables aux pauvres pour donner aux plus démunis la possibilité de participer à des investissements ruraux rentables.

E. Articulation au niveau des politiques

50. Dans le cadre de l'objectif stratégique 1, on a recensé plusieurs questions de portée générale qui devront être traitées si l'on veut atteindre l'objectif d'une manière durable:
- a) La nécessité d'améliorer la capacité des collectivités locales de planifier et de superviser les activités de gestion des ressources naturelles. On parviendra à ce résultat en adoptant une approche d'"apprentissage sur le tas", au titre de laquelle les collectivités locales pertinentes verront leurs capacités renforcées moyennant leur pleine participation aux processus de régénération, complétée par des voyages d'étude et des formations.
 - b) La capacité du Comité gouvernemental pour la bonification et l'irrigation de fournir un appui aux associations d'irrigants doit être renforcée dans la mesure où le délabrement d'un grand nombre d'installations d'irrigation est justement imputable à l'absence de cette capacité. Le cas échéant, les investissements seront réalisés à la fois dans le matériel et les capacités humaines. Toutefois, cette activité doit aussi comporter l'examen du rôle qu'une agence publique est censée jouer dans ce domaine, dans le contexte d'une économie de marché.
 - c) La capacité des associations d'irrigants de fournir un appui à leurs membres doit être améliorée. Ces améliorations seront incorporées dans des investissements de plus grande envergure.
51. Dans le cadre de l'objectif stratégique 2, les dimensions de portée générale qui ont été recensées sont les suivantes:
- a) La nécessité de réduire ou d'éliminer diverses restrictions et barrières entravant le commerce. Plusieurs d'entre elles constituent une menace pour la pérennité de certains sous-secteurs de l'économie rurale. Avec l'accession probable de l'Azerbaïdjan à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la réduction des barrières commerciales pour respecter les normes de l'OMC est indispensable. Le programme appuiera cette réforme en s'appuyant sur des études de cas et en lançant une concertation de haut niveau dans les forums appropriés.

- b) Les aspects liés à la gouvernance, tant dans les entreprises que dans l'administration publique, doivent aussi être améliorés pour ne pas décourager l'investissement et le développement des entreprises privées. Ce problème doit être traité au niveau des politiques, par le biais d'une concertation soutenue, et au niveau opérationnel, moyennant l'application de cadres réglementaires appropriés comprenant des systèmes de comptabilité adéquats.
52. Outre ces questions, il conviendra de prendre en compte deux autres aspects de portée générale primordiaux:
- a) Un système de suivi et évaluation (S&E) doit être mis en œuvre pour appuyer l'harmonisation et la cohérence au sein du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et avec les politiques publiques pertinentes de réduction de la pauvreté. Cet aspect sera traité grâce à la conception et à la mise en place de systèmes de S&E dans les projets existants et ultérieurs, en étroite collaboration avec le gouvernement et l'équipe de pays des Nations Unies.
- b) Les rôles des prestataires de services, sociétés privées et ONG, doivent être renforcés, en particulier dans les domaines de la gestion des ressources naturelles et du développement des filières. Le programme veillera à ce que des mesures appropriées soient prises pour renforcer ces entités, grâce à une collaboration fréquente et, si nécessaire, à une action de concertation avec les pouvoirs publics.

V. Gestion du programme

A. Gestion du COSOP¹⁰

53. Pendant toute la période visée par le COSOP, celui-ci fera l'objet d'un processus de mise à jour régulier. Une mise à jour est proposée à mi-parcours pour garantir la prise en compte des derniers développements en matière d'économie et de politique, notamment en ce qui concerne les stratégies de réduction de la pauvreté du gouvernement. De plus, il est proposé que l'équipe de gestion du programme de pays (EGPP) examine les résultats du COSOP chaque année. Ces examens annuels fourniront des informations utiles à l'élaboration du rapport annuel sur la situation d'avancement du COSOP, en suivant les critères du cadre de gestion des résultats. Les membres de l'EGPP devraient être encouragés à participer aux missions d'appui à l'exécution, dans le cadre du programme de pays, et recevoir une aide à cet effet, en vue de promouvoir les liens fonctionnels et institutionnels.
54. Un examen à mi-parcours du COSOP sera réalisé en 2013. Une évaluation des résultats du COSOP sera entreprise fin 2015, afin de dégager des éléments pour l'élaboration du COSOP suivant.

B. Gestion du programme de pays

55. Étant donné qu'aucun arrangement n'existe pour assurer la présence du FIDA sur le terrain, il est proposé que la stratégie de gestion du COSOP repose principalement sur l'EGPP, ainsi que sur l'appui permanent de l'Agence gouvernementale de crédit agricole, en sa qualité d'agent d'exécution du programme.
56. Dans le cadre d'un changement de politique institutionnel, tous les projets bénéficiant d'un financement du FIDA en Azerbaïdjan, y compris les projets prévus au titre du présent COSOP, seront directement supervisés par le Fonds. Le FIDA continuera à appuyer et à développer l'unité de gestion du programme du FIDA, qui est chargée de l'exécution et de la gestion du programme de pays du FIDA. L'unité a accumulé une expérience précieuse en matière de gestion de projet, connaît bien les centres d'intérêt et les exigences spécifiques du FIDA et est rompue aux procédures d'administration des prêts. Toutefois, des domaines spécifiques tels que

¹⁰ Appendice III, Cadre de gestion des résultats du COSOP.

le recrutement des prestataires de services techniques en fonction de critères de performance et les capacités de S&E doivent continuer à être améliorés. Il n'existe pas de projet à risque dans la mesure où les résultats de l'exécution ont jusqu'ici été satisfaisants pour l'ensemble du portefeuille.

C. Partenariats

57. **Collaboration institutionnelle.** Deux formes apparentées de collaboration institutionnelle sont envisagées dans le cadre du présent COSOP. La première serait la collaboration avec la Banque islamique de développement (BIsD), qui a manifesté son intérêt pour le cofinancement d'un ou plusieurs projets dans le cadre du futur COSOP. Selon cet arrangement, la BIsD utiliserait le COSOP et les documents de conception de projets du FIDA, préparés par la suite, pour décider de ses investissements et de son appui à l'exécution.
58. La seconde forme de collaboration institutionnelle devrait concerner le Gouvernement azerbaïdjanais et, plus spécifiquement, le Ministère de l'agriculture. Le gouvernement a indiqué qu'il serait probablement un cofinancier important des projets élaborés dans le cadre du nouveau COSOP, conformément à sa pratique antérieure. L'expérience, jusqu'à ce jour, est positive, dans la mesure où cette collaboration fournit au programme des grandes orientations explicites et un appui à l'exécution.
59. **Coordination institutionnelle¹¹.** La coordination institutionnelle sera assurée avec plusieurs autres organisations intervenant dans le domaine du développement agricole et rural:
- a) L'équipe de pays des Nations Unies, par le biais du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.
 - b) L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO met sur pied et exécute plusieurs initiatives novatrices intéressantes et pertinentes pour les activités du COSOP. Ces initiatives concernent en particulier les systèmes de GPI, la formation de groupements de producteurs et la mise en place de services de finance rurale.
 - c) La Savingsbank Foundation for International Cooperation, qui conduit une série d'initiatives novatrices de finance rurale avec une dizaine de banques locales, en bénéficiant du soutien financier de la Kreditanstalt für Wiederaufbau et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.
 - d) Le Comité gouvernemental pour la bonification et l'irrigation, en tant que canal d'acheminement des investissements destinés à la réfection des systèmes d'irrigation.
 - e) Des ONG locales, telles que l'Union publique des organisations humanitaires "Madad", pour fournir des services de formation et de renforcement des capacités appropriés aux bénéficiaires du programme.

D. Gestion des savoirs et communication

60. Les objectifs à l'échelon du pays conduiront à adopter une stratégie de gestion des savoirs et de communication qui fournira un moyen efficace d'améliorer la connaissance institutionnelle du pays et de son programme. La stratégie prévoira la promotion des meilleures pratiques et des réussites, en particulier lorsqu'il existe des possibilités d'élargissement et de transposition. Par ailleurs, elle mettra à contribution l'EGPP pour accroître l'impact et l'influence du programme de pays du FIDA.
61. Étant donné que les systèmes du FIDA sont tenus désormais de se conformer à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, la stratégie de gestion des savoirs doit, en premier lieu, informer le gouvernement et les

¹¹ Dossier clé 3, Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariats.

partenaires du développement sur les progrès accomplis, inciter le gouvernement et les parties prenantes locales à jouer un rôle de chef de file dans la conception et l'exécution du programme, en leur donnant les moyens de le faire, et démontrer la volonté de partager l'information pour que les initiatives de réduction de la pauvreté performantes puissent être transposées à plus grande échelle. Outre les activités annuelles spécifiées dans la section ci-dessus consacrée au S&E, il est proposé que l'appui du FIDA soit utilisé pour fournir une assistance technique de courte durée visant à améliorer les compétences de communication élémentaires de l'EGPP et à faciliter la conception et la mise en œuvre de la stratégie de communication.

E. Cadre de financement SAFP

62. Le montant du financement que le FIDA peut accorder sur la période d'exécution du COSOP se fonde sur le calcul intégral de l'allocation pour la première année du COSOP, qui comprend la notation des projets à risques, la notation du secteur rural et la notation finale du pays ainsi que l'allocation annuelle en dollars des États-Unis pendant la première année du COSOP. Toutes ces données sont présentées dans le tableau 1. À l'issue de ce calcul, l'allocation des ressources du FIDA (prêts et dons) en faveur du COSOP pendant la période prévue par le système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), c'est-à-dire 2010-2012, se chiffre approximativement à 20 millions d'USD, disponibles pour l'Azerbaïdjan sous la forme de prêts.

Tableau 1

Calcul de l'allocation SAFP pour la première année du COSOP

<i>Indicateurs</i>	<i>COSOP année 1</i>
Notes évaluant le secteur rural	
Dispositif politique et juridique encadrant les organisations rurales	4,25
Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	4,00
Accès à la terre	4,75
Accès à l'eau à usage agricole	4,50
Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	4,00
Conditions propices au développement des services de finance rurale	4,50
Climat des investissements pour les entreprises rurales	4,33
Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	4,33
Accès à l'éducation dans les zones rurales	5,00
Représentation	4,00
Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	4,00
Obligation redditionnelle, transparence et corruption dans les zones rurales	4,00
Somme des notes cumulées	51,72
Moyenne des notes cumulées	4,31
Notation des projets à risques (PAR) (2009)	6
Indice d'affectation des ressources de l'IDA (2008)	3,83
Note du pays	2797
Allocation annuelle (en dollars des États-Unis)	6 700 000

63. Le tableau 2 présente des scénarios de financement indicatifs montrant que le montant total de l'allocation en faveur de l'Azerbaïdjan pourrait diminuer de 19% ou être majoré de 6%, en fonction des résultats obtenus.

Tableau 2
Relations entre les indicateurs de performance et la note du pays

<i>Scénario de financement</i>	<i>Note PAR (+/- 1)</i>	<i>Note de performance du secteur rural (+/- 0,3)</i>	<i>Variation en pourcentage du score SAFP du pays par rapport au scénario de base</i>
Hypothèse basse	5	4,01	-19%
Hypothèse de base	6	4,31	0%
Hypothèse haute	6	4,61	6%

F. Risques et gestion des risques

64. Les risques associés à l'objectif stratégique 1: "Améliorer la gestion des ressources naturelles pour renforcer la sécurité alimentaire" tiennent principalement à la nécessité de changer la mentalité du pays concernant l'utilisation des ressources. Dans le passé, les ressources naturelles ont souvent été utilisées sans songer à la pérennité ni aux risques encourus par les non-utilisateurs en raison des mauvaises pratiques des utilisateurs primaires. Cette approche a également conduit à l'utilisation de techniques dépassées et inadaptées ou bien exagérément onéreuses, du fait de l'ignorance des exécutants et des utilisateurs. Les principaux risques envisagés pour cet objectif stratégique sont les suivants:
- l'introduction des nouvelles techniques de gestion des ressources naturelles se heurte à une résistance;
 - les compétences requises pour appliquer les nouvelles procédures de gestion des ressources naturelles ne sont pas disponibles localement; et
 - il s'avère difficile d'adopter pour la gestion des ressources naturelles une approche de bassin versant intégral dans le domaine de la gestion des ressources en eau.
65. Ces risques peuvent être réduits par une action de renforcement des capacités et de formation. Cet aspect serait une caractéristique des investissements, les actions de formation appropriées étant intégrées dans les programmes d'investissement physique. Ces formations seraient en outre complétées par des visites d'étude, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, pour permettre aux parties prenantes clés de se forger une opinion sur les techniques et approches novatrices.
66. Les risques associés à l'objectif stratégique 2: "Améliorer l'accès des ruraux pauvres à des marchés et des filières rentables" tiennent à l'absence d'une longue expérience des activités de nature commerciale. On pourrait observer une tendance à ignorer les analyses financières et économiques pour privilégier à la place les résultats de la production physique. De ce fait, les décisions relatives aux investissements pourraient être prises à mauvais escient, au risque de compromettre leur pérennité. La stratégie de réduction des risques évidente consiste à appliquer en permanence une approche d'entreprise. Si les capacités requises pour appliquer ce type de techniques font défaut, on assurera des formations et une assistance technique. Le programme aura pour politique d'appliquer la modélisation financière et les autres techniques de gestion des entreprises dans toutes les situations où des résultats financiers valides sont indispensables.

COSOP consultation process

The process of development of the COSOP dated 15 April 2010 entailed the following actions.

- **Mid April 2009:** Conducting a short scoping mission to the country, to initiate interactions with the Government regarding the need for a revised COSOP as well as links with key stakeholders. During that mission, the CPM took part in the UN retreat dedicated to the formulation of the new UNDAF. In addition, the CPM compiled and reviewed existing national agricultural and rural development plans and policies, national poverty reduction strategies, rural sector reviews, and other relevant government and donor reports and studies;
- **May/June 2009:** Establishment of the CPMT: The in-house component was established in early May. As for the in-country component, the Deputy Prime Minister of Azerbaijan issued an official order following a short IFAD scoping mission asking the following governmental institutions to nominate representatives to be part of the CPMT: Ministry of Agriculture, Ministry of Finance, Ministry of Economic Development, Ministry of Ecology and National Resources, the Central Bank as well the Azerbaijan Amelioration and Water Farm open stock company (former SAIC). In addition, representatives from major donors, including UNDP, World Bank, IsDB, EU, and USAID were invited to join the CPMT. Representatives from civil society including the NGO Madad, as well as the National Farmers Association, the National Federation of Water Users Associations, and the Azerbaijan Microfinance Association were also invited to join the in-country CPMT;
- **July 2009:** A consultant was hired to prepare a gender-sensitive baseline poverty analysis, the main preparatory study whose findings were fed into the main COSOP report. A detailed poverty assessment study was carried out. This report, termed "Poverty Analyses in Support of the COSOP", is attached to the COSOP as Appendix IV. It was commissioned by IFAD, in consultation with the Government of Azerbaijan, in order to gain insights into the rapidly changing rural economy and associated rural poverty conditions. The report was prepared by Marina Blagovich, a Sociologist, in close coordination with key stakeholders in Azerbaijan;
- **September/October 2009:** Main COSOP design mission: The actual preparation of the COSOP was undertaken with the assistance of Mr. Andrew Macpherson, a senior consultant recruited by IFAD. He was assisted by the CPM, and by an officer from IFAD PT, supported by an environmental management consultant, Mr. Ivo Morawski, who has prepared a Strategic Environmental Assessment (SEA) to complement the COSOP. The SEA is meant to identify and propose an approach to tackle relevant environmental issues. Chief among them is the soil degradation due to poor on-farm drainage infrastructure and practices. The process of formulating the COSOP included field work for about 20 days, during which many stakeholders and representatives of stakeholder groups were consulted. This consultation culminated in the draft proposals being discussed by the CPMT and other stakeholders during a workshop held in Baku on the 9th of October. The draft proposals were endorsed by the workshop;
- **October/November 2009:** First draft COSOP presented to CPMT for comments and fine-tuning. Peer review by both internal and external reviewers;
- **December/January 2009:** Finalization of the COSOP document incorporating comments from peer reviewers; and
- **February 2010:** conducting of a validation mission and a wrap-up workshop.

Country economic background

Land area (km² thousand) 2000¹	87	GNI per capita (USD) 2007/1	3,829
Total population (million) 2007/2	8.6	GNP per capita growth (annual %) 2006 1/	33
Population density (people per km²) 2007	99	Inflation, consumer prices (annual %) 2008 3/	20.8
Local currency	Azerbaijani Manat (AZM)	Exchange rate: USD 1 =	0.80
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate)/1	0.9	GDP (USD million) 2007 2/	31 200
		Average annual rate of growth of GDP 2/	
Crude birth rate (per thousand people) 2005-10 1/	22	1990-99	-9.6
Crude death rate (per thousand people) 2008 1/	8	2006-07 1/	30.4
Infant mortality rate (per thousand live births) 2008 1/	73		
Life expectancy at birth (years) 2007 2/	70	Sectoral distribution of GDP 2007 1/	
		% agriculture	7.4
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	1.35	% industry	70.1
Poor as % of total rural population 2/	n.a.	% manufacturing	5.6
Total labour force (million) 2007 1/	4.3	% services	22.5
Female labour force as % of total 2007 1/	47.7		
		Consumption 2007 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as	8.0
School enrolment, primary (% gross) 2007 1/	96.2	% of GDP)	
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2007 1/	99.5	Household final consumption expenditure, etc. (as % of	31.1
		GDP)	
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	60.9
Daily calorie supply per capita,	n.a.		
Malnutrition prevalence, height for age (% of children Under 5)	n.a.	Balance of Payments (USD million)	
		Merchandise exports 2007 1/	6 372
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children Under 5) 2000 1/	n.a.	Merchandise imports 2007 1/	5 268
		Balance of merchandise trade	1 104
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2000-06 1/	1.0/	before official transfers 2007 1/	n.a.
Physicians (per thousand people) 2007 1/	3.63	after official transfers 2007 1/	+3 707
Population without access to safe water (%) 1990-98 3/	n.a.	Foreign direct investment, net 2007 1/	-1 289
Population without access to health services (%) 1981-93 3/	n.a.		
Population without access to sanitation (%) 1990-98 3/	n.a.	Government Finance	
		Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP)	-0.04
		2008 3/	
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 2007 1/	8
Food imports (% of merchandise imports) 2007 1/	10.4	Total external debt (USD million) 2007 1/	1 899
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of Arable land) 2006 1/	174	Present value of debt (as % of GNI) 2007 1/	11.9
		Total debt service (% of exports of goods and services) 2007 1/	1.6
Food production index (1989-91=100) 2007 1/	140.5		
Cereal yield (kg per ha) 2007 1/	2599	Lending interest rate (%) 2007 1/	17.9
		Deposit interest rate (%) 2000 1/	10.6
Land Use			
Arable land as % of land area 2006 1/	22.3		
Forest area (km ² thousand) 2006 1/	9360		
Forest area as % of total land area 2006 1/	11.3		
Irrigated land as % of cropland 2006 1/	69.3		
1/ World Bank World Development Indicators			
2/ UNDP Human Development Reports			
3/ Economist Intelligence Unit			

COSOP results management framework

Country strategy alignment	Key Results for COSOP			COSOP Institutional/Policy objectives
State Programme on Poverty Reduction and Sustainable Development (SPPRSD)		COSOP outcome indicators related to the strategic objectives	COSOP milestone indicators showing progress towards strategic objective	Policy/institutional objectives (policy dialogue agenda)
<p>Goals: Attain MDGs by 2015 Objective: Increasing income-generating opportunities and pulling substantial numbers of citizens out of poverty</p>				
<p>Strategies in Agricultural and Rural Development</p> <p>a. Improving the environmental situation and ensuring sustainable natural resources management</p> <p>b. Making more effective use of households' production capacities</p> <p>c. Increasing rural income-generating opportunities</p> <p>d. Encouraging agribusiness in a major role for food supply improvement</p>	<p>SO 1</p> <p>Enhanced Natural Resources Management for Improved Food Security: Under this objective, the IFAD programme will endeavour to improve the access of the rural poor to assets and services for sustainable management of natural resources, including</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Food security of 100,000 rural households improved • Irrigation efficiency increased to 80 % from the current baseline of 40 % in the projects' area • Perceived food insecurity of rural households reduced from current 36% • The poverty rate for rural population reduced from 15.7% 	<ul style="list-style-type: none"> • Irrigation systems sustainably rehabilitated on 40,000 ha per FY • 10% increase in irrigation efficiency by FY • 1,000 ha of forest and perennial pastures established by FY • 10 WUAs established by FY • 5,000 ha of saline land rehabilitated by FY • 1,000 of farmers participating in sustainable NRM systems by FY, 40 % women • 5 % increase in the volumes of farm produce by FY 	<ul style="list-style-type: none"> • Capacity of local government to plan and supervise NRM enhanced • Capacity of SAIC to provide support to WUAs enhanced • Capacity of WUAs to provide support for members improved • M&E system implemented to support harmonization and alignment • Private and NGO

e. Reducing local market dependence on food imports	improved irrigation water delivery services and rangelands management		<ul style="list-style-type: none"> Reduction of Food expenditures as part of overall households' budget from current level of almost 60% 	service providers roles enhanced
	<p>SO 2</p> <p>1. The Access of the rural poor to profitable markets and value chains is improved</p>	<ul style="list-style-type: none"> Monthly Income from Agriculture, hunting and forestry increased from current AZN 86.8 Income from agriculture for rural population increased from 31.7% of total income Increased income from non-farm rural enterprises Proportion of rural people with monthly income less than AZN 80 reduced from current 25.7% Gross Value of National Income from Agriculture Increased 	<ul style="list-style-type: none"> Average increase of 5 % in the values of farm produce by FY Number and cost of non-farm value-adding rural enterprises established by FY Average value of farm income generated by FY, gender 2,000 rural jobs generated by value chain investments by FY, 40 % for women Number and value of rural loans extended by FY, 40% for women entrepreneurs 	<ul style="list-style-type: none"> Restrictions and barriers to trade reduced Culture of corruption in business and official administration reduced M&E system implemented to support harmonization and alignment Private and NGO service providers roles enhanced

Project pipeline (with quantified targets) during the COSOP period*

Project 1. Azerbaijan Integrated Rural Development Project

1. **Possible geographic area of intervention and target groups.** The proposed geographic area of the first new project would be the districts of Aghdash, Yevlakh, Oghuz and Shaki. The target group within this area would be smallholder farmers, livestock owners and rural households dependent on employment within the agriculture sector. The targeting approach would be consistent with that of the COSOP, emphasizing specific budget allocations and eligibility criteria that would ensure that programme funds are directed towards pro-poor activities, as well as specifying some financial support for the poorest rural sub-groups. Targeting would include special procedures to ensure that the needs and priorities of more vulnerable groups such as Female-headed households and unemployed youth are considered and catered for.
2. **Justification and rationale.** The *project* would provide support for enhanced agricultural productivity, and thus enhanced incomes and food security, in areas in which the production base has been degraded through misuse and lack of investment. This includes both mountainous/highland areas and adjacent lowlands. A catchment approach would be adopted to ensure sustainable natural resources management systems are introduced and adopted. IFAD has successfully applied interventions in similar locations with similar physical and economic problems in the past, and is continuing this process through on-going projects.
3. **Project's overall Goal and Objectives:** The overall goal of the IRDP is to reduce rural poverty in Agdash, Yevlakh, Sheki and Oghuz through increased food security and enhanced income-raising opportunities. The objectives of the Project are:
 - o to assist small farmers to learn how to utilize their resources effectively and efficiently to achieve better productivity and environmental sustainability from both irrigated and rainfed crop production and livestock keeping through delivery of effective advisory and financial services;
 - o to achieve effective and sustainable use of both water and existing irrigation infrastructure through rehabilitation of the structures along with participatory irrigation management support and advisory service;
 - o to develop viable value chains for agricultural produce;
 - o to enhance the capacity of local government to plan and supervise natural resource management, and
 - o to improve living standards in poor villages by providing and rehabilitating critical social and economic infrastructure
4. These objectives are consistent with the Strategic Objectives of "Enhanced Natural Resources Management for Improved Food Security" and "Adoption of Pro-Poor Market Linkages Development through the Value Chain Approach" in the COSOP Results Management Framework. The COSOP policy objectives which will be achieved by the proposed project would include the enhancement of the capacity of local government to plan and supervise NRM, the improvement of the capacity of SAIC to provide support to WUAs, a greater role for Private and NGO service providers, and an M&E system implemented to support harmonization and alignment.

5. **Ownership, Harmonization and Alignment.** The project targets are aligned with targets in the SPPRS, specifically those of:
 - a. Increasing income-generating opportunities and achieving a substantial reduction in the poorest sections of the population; and,
 - b. Improving the environmental situation and ensuring sustainable management of the environment.
6. The project is harmonized with the activities of other donors, particularly within the UN system through the UNDAF. Furthermore, it is proposed that a partnership with the Islamic Development Bank (IDB) would be developed for co-financing of this project.
7. **Components and activities.** The IRDP would comprise four components: 1. Rural Infrastructure Development and Support to WUAs; 2. Agricultural Productivity and Profitability Enhancement; 3. Rural Financial Services; and 4. Project Management. The components, sub-components and key activities of the Project are detailed below. Modalities of cooperation and support by other projects implemented by the various international donor agencies and the government will be further examined and detailed as necessary during the project design
 - o **Component 1, Rural Infrastructure Development and Support to Water User Associations (WUAs):** The component will comprise of three Sub-components, namely: i) Support and Development of WUAs and ii) Irrigation Rehabilitation Works and iii) Social Infrastructure Improvement.

Sub-component 1.1, Support and Development of WUAs – About 20 WUAs in the lowland districts of Yevlakh and Agdash would be supported by the Project through financing of the investments in basic and identifiably necessary infrastructure, including refurbishment of offices, provision of equipment and machinery for on-farm O&M, and temporary financial support for the cadres of the WUAs, for the effective and efficient delivery of their mandated responsibilities to their members.

Subcomponent 1.2, Irrigation Rehabilitation Works: The Project would support the rehabilitation and repair of the on-farm irrigation systems that include secondary, tertiary and on-farm water delivery systems and networks, and drainage, in Yevlakh and Agdash through financing the planning, design and implementation of works necessary to be carried out on about 60,000 ha of command area for about 20 WUAs estimated to be active after re-alignment or agglomeration as per Sub-component 1.1.above. . The total of the command areas of the WUAs in Yevlakh and Agdash is about 72,000 ha. It is initially estimated that about 80% of the system would require rehabilitation. The systems will be improved to deliver and drain sufficient quantities of water so as to allow farmers to produce without hindrance, effectively and efficiently

Sub-Component 1.3, Social Infrastructure Improvement: It has been ascertained that in all Project districts there are villages that suffer from total lack of clean drinking water. Infrastructure Indexes¹² developed by the Government that are available for Yevlakh and Agdash indicate that in both, there are villages where drinking water is a severe problem and many villages are dependent on the earth irrigation canals.

- o **Component 2, Agricultural Productivity and Profitability Enhancement:** The Component provide support to smallholders - comprising rural poor men

¹² These comprise the sum of weighted indexes for: (i) availability of health services (3 sub-indices); (ii) level of education (3 sub-indices); (iii) quality of roads; (iv) villages with drinking water; (v) availability of electricity; and (vi) status of irrigation.

and women - to increase their assets and incomes through enhancing agricultural productivity and profitability and resultant food security while taking into consideration sustainable natural resource management. This would be achieved through delivering comprehensive and complementary 'hardware' and 'software' packages directed to improving grain and horticultural production, animal husbandry, post-harvest handling, agricultural marketing, supporting community interest groups and mobilizing women's earning potential. While developing the means to achieve the envisaged behavioral changes and expected increases in levels of income, the Project will also support the identification and analysis of the value chains that are developed as a consequence. Field observations and statistical data indicate that in the Project area, the first link in the value chain, the crop and related practices, requires urgent attention.

- **Component 3, Rural Financial Services for Enterprise Promotion:** The Component would comprise three Sub-Components, namely: i) Small Credits Programme for Non-Bank Financial Institutions (NBFIs); ii) Medium and Long Term Credits through Commercial Banks; and, iii) Small Matching-Grants Programme. The Component would be co-financed as follows:
 - Sub-Component 3.1, Small Credits Programme for Non-Bank Financial Institutions (NBFIs); by the Islamic Bank for Development (ISDB);
 - Sub-Component 3.2, Medium and Long Term Credits through Commercial Banks, and,
 - Sub-Component 3.3, Small Matching-Grants Programme, by IFAD.

The credit and grant support provided would be made available exclusively to resident borrowers in the Project area.

- **Component 4, Project Coordination and Management:** The Project management would be undertaken by the existing IFAD Project Management Unit (IPMU) in Baku, where the existing cadre would be strengthened as necessary. .
8. **Costs and financing.** Total project costs excluding contingencies is estimated at this stage at around USD 93 million. Components 1,2,3 and 4 are anticipated as costing USD 46 million, USD 10 million, USD 32 million, and USD 5 million, respectively. The total IFAD commitment for this project in the form of a loan is estimated at USD 20 million. ISDB has provided an initial indication that it can provide an estimated USD 55 million under its own financial modalities (*istisna*) with the possibility of further commitments as needed.
 9. **Organization and management.** The lead agency is proposed to be the MoA, with project management provided by the consolidated PMU which operates under the State Agency for Agricultural Credit (SAAC).
 10. **Monitoring and Evaluation indicators.** Some of the relevant quantified targets in the COSOP Result Management Framework would be:
 - a. Number and area of catchments with improved NRM systems by FY;
 - b. Number and area of irrigation systems rehabilitated by FY;
 - c. Area of forest and perennial pastures established by FY;
 - d. Number of WUAs established by FY;

- e. Number of farmers participating in sustainable NRM systems by FY, gender;
 - f. Increased volumes of farm produce by FY;
 - g. Increased values of farm produce by FY;
 - h. Number and cost of non-farm value-adding rural enterprises established by FY;
 - i. Average value of farm income generated by FY, gender; and
 - j. Number and value of rural jobs generated by value chain investments by FY, gender
11. The proposed project will contribute to achieving these targets through the combined effects of the activities and interventions shown in (e) above. The baseline information would be collected through a baseline survey at project commencement, as well as through the business and investment plans for the individual enterprises and infrastructure investments supported. The latter would be in a standardized format, and would be supplemented by routine reporting and case studies.
12. Risks. The main risks that are apparent are those articulated within the COSOP. These are:
- a. That there will be resistance to introduction of new techniques of NRM;
 - b. That the skills to apply new NRM procedures will not be available locally;
 - c. That it may be difficult to achieve a whole catchment approach to NRM with respect to water resources management; and
 - d. There may be a tendency to ignore financial and economic analysis, concentrating instead on physical production outcomes.
13. **Timing.** The Government is keen that the proposed investment be commenced as soon as practicable. This means that the main project design would commence immediately after the approval of the COSOP in April 2010.

Project 2. Azerbaijan Integrated Rural Development Project II

14. At this stage, it is proposed that a replication of Project 1 would be designed and implemented in adjacent districts (Ujar, Goychay, Gabala, and Ismailly). It is expected that project design for this could commence in 2013.

Key file 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues

Priority areas	Affected group	Major issues	Actions needed
Relatively high levels of poverty in rural areas with 15.7% of the population	The most disadvantaged rural households with small, degraded landholdings (about 0.5 ha per capita giving holding sizes of 2-2.5 ha per household).	Low returns to crops and livestock due to: <ul style="list-style-type: none"> • Degradation of irrigated and rainfed land through salinity and erosion respectively. • Lack of access for farmers to reliable markets. • A lack of working and investment capital among farmers and service enterprises. • An absence of technical support for farmers. 	<ul style="list-style-type: none"> • Rehabilitate salinity affected irrigation land and eroded/degraded rainfed land. • Re-capitalize the irrigated agriculture sector at all necessary levels. • Develop value chains for potentially profitable rural commodities. • Develop rural financial services for farmers and rural SMEs. • Support technology transfer to farmers
Degradation of irrigated and rainfed land through salinity and erosion respectively	Farmers and livestock owners, and public users of degraded water and land resources	This is due to: <ul style="list-style-type: none"> • The failure to maintain the irrigation and drainage infrastructure; • Farmers and livestock owners appreciation of sound NRM procedures by farmers and public officials; • Lack of a catchment approach to land degradation issues; • Unsustainable irrigation practises, particularly concerning soil salinity management; • Unsustainable rainfed agricultural practises leading to soil erosion and degradations; • Low profitability of agricultural production. 	The following actions are needed for rehabilitation: <ul style="list-style-type: none"> • Reconstruct, repair and modify the on-farm irrigation and drainage systems, including the secondary supply canals where needed; • Provide farmers and relevant officials with support to appreciate and apply sound NRM principles; • Application of a catchment approach to land degradation rehabilitation and sustainable NRM; • Provide technical assistance and applied research/demonstrations for improved/modernised soil salinity management; • Provide technical assistance and applied research/demonstrations for improved/modernised rainfed farming and pastoralism; • Use financial management tools to enable more profitable agriculture.
Lack of access for farmers to reliable markets.	Farmers and livestock owners	This is due to: <ul style="list-style-type: none"> • A lack of commercially viable value chains for the main commodities; • Failure to use financial tools to determine appropriate production strategies; • Lack of market infrastructure and processing and storage facilities; • Poor appreciation of the role of private sector entities in agricultural sector marketing; • Use of a production rather than value chain oriented approach to rural development. 	The following action would need to be applied: <ul style="list-style-type: none"> • Application of a value chain approach to market development; • Investment in appropriate public and private facilities to enable produce marketing; • Training for farmers and potential rural entrepreneurs on the need to use financial tools; • Policy engagement with the Government to promote the use of the private sector in agricultural marketing; • Application of innovative marketing arrangements such as contract farming, forward selling and sustainable market information systems through the use of available electronic media and mobile telephony.

Key file 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues – continued

Priority areas	Affected group	Major issues	Actions needed
A lack of working and investment capital among farmers and service enterprises	Farmers and rural entrepreneurs	<ul style="list-style-type: none"> Lack of access by farmers and rural entrepreneurs to bank financing. Non-banking credit institutions providing loans to farmers and micro-entrepreneurs are not sustainable due to lack of deposit-taking facilities. Very high real interest rates which restrict borrowing to short-term products. 	<ul style="list-style-type: none"> Provide a mechanism to enable Financial Institutions to channel investment loans to farmers and other micro-entrepreneurs (e.g. for collection, storage, marketing processing, input supply and machinery and veterinary services); and, Provide a mechanism to channel working capital loans to farmers and other micro-entrepreneurs (e.g. for collection, storage, marketing processing, input supply and machinery and veterinary services).
An absence of technical support for farmers.	Farmers, farmers groups	<ul style="list-style-type: none"> Farmers will need technical and business development information to modernize their production and marketing practices and make re-capitalization of their enterprise fully effective. Although MOA has established nine Regional Agro-Scientific Centres to provide farmer extension services, they lack the resources to undertake any programmes without donor assistance. 	<ul style="list-style-type: none"> Recruit service providers to provide on-farm demonstrations, extension services, farmer training, and provision of marketing information to the farming community. Support the establishment of groups of people with similar interests (e.g. producer associations, marketing associations, coops and companies etc) where appropriate.

Key file 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis)

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
Enablers				
State Agency for Agricultural Credit (SAAC)	<ul style="list-style-type: none"> • Mandate as government agency to support private sector agricultural development; • Familiar with IFI financed projects and managing WB and IFAD projects; • Experience of market oriented approaches; • High quality staff; • Leading agency with experience in establishing and supporting Water Users Associations. 	<ul style="list-style-type: none"> • Operations are centralized; • Staff organized in Project Units. 	<ul style="list-style-type: none"> • Staff can handle loan disbursement and procurement procedures; • Becoming familiar with the benefits of decentralized and participatory approaches under the IFAD financed Rural development Projects; and • Opportunity to build on the experience gained from establishing and supporting Water Users Associations. 	<ul style="list-style-type: none"> • Proposed agency for programme coordination under the COSOP.
State Amelioration and Irrigation Committee (SAIC)	<ul style="list-style-type: none"> • Experience in managing large-scale irrigation structures and networks; • Staff with high levels of irrigation engineering expertise and wide experience; • Familiar with IFI financed projects and managing WB and IsDB projects; and • Responsible for managing irrigation and drainage systems, including establishing national policy and legislation, planning improvements, establishing technical standards and regulations, data collection and monitoring irrigated areas. 	<ul style="list-style-type: none"> • Opposed to modern decentralized management irrigation systems that will reduce its control of the irrigation system; • Responsible for a system that is deteriorating and unable to deliver the volume of water required; • Lacks modern technology; • Unable to finance required O&M of the systems due to the inadequate income from irrigation service fees and state budget allocation; and • Very little experience with supporting the development of Water Users Associations. 	<ul style="list-style-type: none"> • World Bank will provide support for the development of Water Users Associations nationally; • IFAD continues to provide support through irrigation rehabilitation initiatives; • Opportunity to improve the amount of water delivered through judicious investments both on and off-farm; and • Ability to generate sufficient income to finance O&M requires increased irrigation service fees based on the use of water. 	<ul style="list-style-type: none"> • Conflict with SAAC and with aspects of WUA development; • Action needed to avoid WUA support activities overlapping with those of ASDAPS; • Needs technological updating; and • WUA training materials should be shared with ASDAPS.

Key file 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis) – continued

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
Service Providers				
Ministry of Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> • Knowledge of the rural situation and technical potential of the different agricultural zones; • Technically skilled personnel [agronomists, livestock experts etc.]. 	<ul style="list-style-type: none"> • Centralized and bureaucratic approach; • Poor managerial capacity; • Lack of understanding and/or sympathy with the market economy with individual farmers as independent managers; • Machinery services no longer operating; and • Livestock and veterinary services barely functioning. 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministry may be restructured as an advisory and policy agency, rather than as a service provider, • Nine regional Agro-Scientific Centres established in 2001 to provide extension and farmer-training services. 	<ul style="list-style-type: none"> • Regional Agro-Scientific Centres may provide support in several regions (extension, demonstrations, and farmer training and market information).
Commercial Banks	<ul style="list-style-type: none"> • Adequate risk adjusted capital; • Adequate liquidity; • Support from German TA Savingsbank Foundation for International Cooperation; • Developing experience in lending to small rural borrowers. 	<ul style="list-style-type: none"> • Present high interest rates limit demand for loans, especially for medium term capital; • Still cautious in rural lending; • Remaining collateral requirements hinder rural lending. 	<ul style="list-style-type: none"> • Opportunity for commercial banks to be sustainable providers of financial services to farmers and other rural entrepreneurs. 	<ul style="list-style-type: none"> • It may be recruited by the project to channel working capital and investment loans.
NBFIs	<ul style="list-style-type: none"> • Experienced micro-finance institutions; • Low rates of loans outstanding at risk; and • Flexible micro-finance operation. 	<ul style="list-style-type: none"> • As a non-banking credit organization cannot mobilize savings; • Dependent on donors for funding; and, • Coverage may be concentrated in certain regions outside the project area. 	<ul style="list-style-type: none"> • Opportunity for the most viable to merge with commercial banks to provide a full range of sustainable services to rural people. 	<ul style="list-style-type: none"> • Central bank is unlikely to authorise deposit-taking, making these institutions ultimately unsustainable in their present form.
Private Sector processing enterprises	<ul style="list-style-type: none"> • Knowledge of domestic market and produce suppliers; • Some capacity remaining from the Soviet era; • Good quality produce available for processing; • Educated workforce. 	<ul style="list-style-type: none"> • Most equipment old and technology out of date; • Lack of investment and working capital; • Lack of appropriate packaging materials. 	<ul style="list-style-type: none"> • Good future market prospects with the expected increase in incomes as oil and gas exports rise; • Need to match quality of imports from more developed countries. 	<ul style="list-style-type: none"> • Require long-term finance for modernization and expansion.

Key file 3: Complementary donor initiative/partnership potential

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
World Bank	Rehabilitation and Completion of Irrigation and Drainage Infrastructure Projects	Reconstruction of the major canal.	On-going	Highly complementary as there is need for assured water to the secondary canals that supply the WUAs.
Islamic Development Bank	Construction of main drainage and irrigation systems	Rehabilitation of the Khanarkh canal. Probability of co-financing of new interventions with IFAD	On-going & proposed	Highly complementary as there is need for provision of funding for major irrigation rehabilitation.
Asian Development Bank	Irrigation Rehabilitation Project	Samur-Absheron canal and Kura river basin	Proposed	Highly complementary as the Samur-Absheron canal provides water to the secondary canals that supply the WUAs
World Bank/IDA	Irrigation distribution System and Management Improvement Project	National but with a focus on 11 <i>raions</i> including Guba and Khachmaz and 45, yet to be identified, WUAs at a total cost of USD 39.10 million.	On-going	Rehabilitation of secondary canals in the project will complement project activities as will the production of WUA training materials.
USAID	Rural Enterprise Competitiveness Program	National USD 14 million programme. Outputs are expected in the following areas: (i) strengthening businesses and associations; (ii) processing and marketing improvement (fruit, vegetables, milk and meat); (iii) policy and regulatory environment reform; and (iv) expanded focus on competitive products.	On going	Complementary as the project includes a focus on fruit, vegetables and milk production in the project area.
FAO	Capacity Building in Rural Development for Internal Displaced Person (IDP) and Refugees in New Settlements of Aghdam District	New Settlements of Aghdam District (adjacent to Aghdash)	On-going	Complementary as this project can provide experience in the rehabilitation of irrigation systems and development of livestock enterprises
UNDP/UNDAF	UNDAF : Multi-sector and multi-agency, with relevance to IFAD through its participation in UNDAF	Selected areas throughout the country	2011-2015	Complementary as these interventions are all focussed on achievement of MDGs

Key file 4: Target group identification, priority issues and potential response

Typology	Poverty levels and causes	Coping actions	Priority needs	COSOP response
Small-scale farmers including female headed households, nationally in rural areas.	<p>A significant proportion of the rural population living below the poverty line. There are some still living in extreme poverty.</p> <p>Causes: Degradation of the irrigated agriculture sector, as well as natural resources in highland and mountainous areas due to:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Failure to maintain the irrigation and drainage system; • Lack of viable marketing system (exports of vegetables and fruit to Russia) and processing industry; • Lack of viable rural finance facilities, especially for medium term investments; • Lack of farm management capacity of some former farm workers who are now farm managers as well as workers. Lack of agricultural services, including input supply, finance, technical support etc.; • Some decline in the physical infrastructure e.g. power supplies and in the quality of social services e.g. health and 	<p>Reversion to subsistence crop and livestock production.</p> <p>Cultivation of opportunistic rainfed crops where irrigation water is no longer available.</p> <p>Sale of assets e.g. livestock.</p> <p>Off-farm employment.</p> <p>Short and medium-term migration in search of wage labour in urban areas and to Russia.</p> <p>Remittances from other family members.</p> <p>Social welfare payments.</p>	<p>A reliable and timely supply of irrigation water at the field and household plot levels that matches the water requirements of the crops.</p> <p>Restoration of degraded irrigation and pasture lands.</p> <p>Functional and efficient markets for rural produce, as well as rural value adding.</p> <p>Access to working capital loans to finance the purchase of agricultural inputs and investment capital to finance equipment, replant orchards, buy livestock etc.</p> <p>Support services including: (i) input supply, (ii) machinery hire, (iii) veterinary, vaccines and medicines, (iv) collection, processing and marketing, and (v) technical and business development advice.</p>	<p>Rehabilitate degraded irrigation lands, especially areas affected by salinity</p> <p>Rehabilitate degraded pasture land, using a catchment system approach</p> <p>Rehabilitate the on-farm irrigation and drainage system, (field and household plots) including secondary canals if necessary, using the WUAs to construct the earthworks.</p> <p>Support the WUAs to operate, maintain and develop the on-farm systems on behalf of the farmers</p> <p>Provide support for viable market development through a value chain approach</p> <p>Assist small-scale farmers to establish production, collection and marketing groups and develop links with processors, exporters and traders supplying the domestic market.</p> <p>Assist with provision of sustainable rural financial services through working with banks and agencies engaged in banking development.</p> <p>Support the Regional Agro-Scientific Centres to provide a programme of on-farm demonstrations, extension, training of farmers' and market information.</p>

	education.			
Un and underemployed rural population, including landless people	<p>Moderate to severe</p> <p>Loss of employment opportunities after break up of Soviet Union</p> <p>Lack of diversification and differentiation in the rural economy</p> <p>Lack of entrepreneurial activity in rural areas</p>	<p>Forced rural people into farming in order to survive</p> <p>Migration to urban areas in search of wage employment</p> <p>Some nascent SMEs operating below capacity and under capitalised</p>	<p>Better part and full-time employment and income-earning opportunities.</p> <p>Greater diversification of rural economy.</p> <p>Enhanced opportunities for on and off-farm rural SMEs to be established and grow, offering more employment.</p>	<p>Development of new financial instruments and complementary finance to encourage commercial banks to operate in rural areas and to lend to farm and off-farm SMEs.</p> <p>On and off-farm employment opportunities increased as a result of increased SME capacity, following regulatory reforms, increased access to working, medium and long-term capital and supply chain initiatives linked to market access and development.</p> <p>Enhanced opportunities for micro and small enterprise establishment and operation</p>